



Conférence pour la Paix en Syrie

Le défi de la
sécurité
a été relevé

POLITIQUE Mme Béatrice Métraux, Cheffe du département des institutions et de la sécurité

PRÉVENTION CRIMINALITÉ Partenariat développé avec GastroVaud



**Faites descendre
votre taux hypothécaire
de son perchoir:
transférez votre prêt
hypothécaire à
la Banque Migros.**

Nous offrons des prêts hypothécaires attrayants à des conditions privilégiées. Pour les logements, nous renonçons à la majoration du taux des hypothèques en 2^e rang. De plus, vous pouvez régler confortablement les intérêts en deux annuités. Pour en savoir davantage sur nos prestations bancaires, consultez notre site www.banquemigros.ch ou appelez notre Service Line 0848 845 400.

BANQUEMIGROS
Elle fait toute la différence.



6 Interview

**Béatrice Métraux, Cheffe du
Département des institutions
et de la sécurité (DIS)**

8 Actu

**Opération conférence inter-
nationale de Genève 2 sur la
Syrie à Montreux**

14 Prévention

**Pratiquer les activités d'hiver
en montagne en toute sécurité**

15 Eclairage

**La Police cantonale vaudoise
obtient ses ailes**

16 Présentation

**La Chancellerie de la Gendar-
merie entre histoire et défis
contemporains**

18 Sur le vif

**TRANO 13: les partenaires ont
exercé leur collaboration**

20 Portrait

**Ricardo Lopes Dos Reis, un
gendarme qui a la tête dans
les nuages.**

22 Prévention criminelle

**Collaboration avec Gastro-
vaud**

26 Lecture

**«Occident Hier,
Aujourd'hui, Demain»
de Pierre Aepli**

28 Personnel

Promotions janvier 2014

30 Agenda

31 Personnel

**Nouveaux collaborateurs et
départs à la retraite**

22

Prévention criminelle



20

Portrait



N° 92/ Mars 2014

Paraît 4 fois par an
Tirage 4858 exemplaires
Tirage contrôlé par la REMP
(3315 exemplaires)



Editeur: Police cantonale vaudoise
Direction prévention et communication
Centre Blécherette - 1014 Lausanne

Comité éditorial: Jean-Christophe Sauterel, *rédacteur en chef*, Olivia Cutruzzolà, *responsable d'édition*, Marlyse Biderbost, Pierre-Olivier Gaudard, Philippe Jatton, Olivier Rochat

Rédacteurs: Olivia Cutruzzolà, Bertrand Dubois, Coline Sonney

Photographies: Florian Botteron, Gabriele Fusco, Maïna Loat, Olivia Cutruzzolà, Jean-Christophe Sauterel, Jonathan Somville

Mise en page: Next communication SA

Relecture: Police cantonale vaudoise

Impression: IRL plus SA

Abonnement: Revue distribuée gratuitement à tous les membres de la Police cantonale, aux polices vaudoises, aux polices de Suisse, aux autorités civiles et judiciaires cantonales et fédérales, aux partenaires

privés et à nos annonceurs.

Contact: presse.police@vd.ch -
021 644 81 90
www.police.vd.ch

Publicité: Next communication SA -
021 654 05 70

© Police cantonale vaudoise

Toute reproduction autorisée
avec l'accord de l'éditeur



Section vaudoise
Formation et Perfectionnement



**NOUVEAU
à Bullet (VD)

équipement et
moto fournis**

Cours Moto Terrain
Pour vivre les limites de la moto.

www.tcs-vd.ch

Tel: 021 863 22 22



NO TO RACISM



Point de vue

La police face à l'évolution technologique

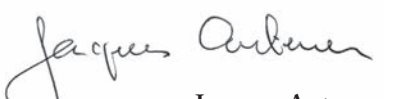
Si la série télévisée «Les experts» commence - hélas - à passer de mode, elle aura néanmoins permis au grand public de mesurer le rôle central que joue désormais la technologie dans l'activité policière moderne. Certes il en a toujours été ainsi et il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas si longtemps, la prise d'empreintes digitales apparaissait déjà comme une révolution dans les métiers de la police. Aujourd'hui plus que jamais, la police vaudoise, au même titre que toutes les polices de ce pays, a besoin du dernier cri, des derniers développements de la technologie et de l'informatique pour améliorer ses techniques d'intervention et d'investigation. Non pas pour apparaître «dans le coup» en comparaison avec d'autres corps suisses ou internationaux, cette unique intention-là serait malsaine, mais surtout pour rester au niveau de ses vrais adversaires qui sont les délinquants. En effet ceux-ci tirent un profit maximum de l'évolution technologique pour améliorer si l'on peut dire leurs performances. Or il y a deux domaines dans lesquels il n'est pas toujours facile de rivaliser.

Le premier est celui de l'équipement, des moyens de transport, de l'informatique, de la téléphonie, des infrastructures. Un État responsable se doit de doter sa police de moyens certes onéreux mais indispensables. A cet égard on sait gré aux autorités politiques vaudoises d'avoir compris l'importance du problème en allouant des crédits importants entre autres dans le domaine informatique et de l'aide à l'engagement, de la communication, du déminage, de l'armement et des véhicules, tant il est vrai que l'on n'interpelle que difficilement les occupants d'une Porsche Cayenne avec une *, que l'on peine à arrêter des porteurs de kalachnikov avec des revolvers et qu'il est difficile de surveiller les conversations de trafiquants qui recourent à de nombreux téléphones portables ou communiquent via Internet avec un système d'interception dépassé. L'égalité des armes et la sécurité des policiers ont un coût, qui peut paraître élevé

mais ne l'est finalement pas tellement si l'on prend en compte le vrai enjeu qu'il y a derrière ces réflexions, à savoir la préservation d'un État de droit.

La deuxième inégalité, si l'on peut dire, qui doit être corrigée en faveur des forces de l'ordre et du droit, est le plan juridique. Là où nos adversaires, encore eux, n'ont pas d'états d'âme et n'ont que faire des interdits constitutionnels, législatifs ou réglementaires existant, puisqu'ils sont par définition en marge du système, le danger existe que ces barrières juridiques érigées par le législateur se trompent de cible. Loin de moi l'idée de contester la nécessité d'instaurer un contrôle judiciaire sur l'activité policière ou du moins sur certaines facettes d'entre elle. Mais lorsque le policier intègre, à tort ou à raison, qu'il a moins de droits que le délinquant, c'est que le système commence à être biaisé. Il faudra s'en souvenir lorsqu'il s'agira de se pencher sur la légalité de l'utilisation de moyens, tels que les drones ou les lunettes Google (qui ouvrent de belles perspectives à la police), en matière de surveillance des télécommunications ou d'examiner le comportement des véhicules d'urgence sur la voie publique, pour ne prendre que trois exemples. Le citoyen qui veut demeurer en paix et en sécurité n'a pas d'autre choix que d'accepter l'idée que sa police est parfois dotée de moyens que le commun des mortels n'a pas à sa disposition et que des intrusions dans sa sphère privée ou le recours à des moyens de contrainte à son détriment sont possibles. Il peut toutefois être sûr que les éventuels bavures et autres dérapages font l'objet d'un contrôle strict tant au niveau interne qu'à celui des autorités judiciaires ou du Ministère public. ■

* marque et modèle connus du rédacteur


Jacques Antenen
 Commandant de la Police cantonale



Interview

Béatrice Métraux, Cheffe du Département des institutions et de la sécurité (DIS), à la tête de la Police cantonale vaudoise depuis le 1er janvier 2014

Quelles sont vos premières impressions à la tête de la Police?

Je connaissais déjà bien la Police cantonale, et j'ai toujours été en admiration devant son organisation. Ce ne sont pas des mots vains: en admiration devant le quotidien des gendarmes et inspecteurs/trices truffé de missions aussi variées que complexes: accidents de la circulation, cambriolages, trafic de stupéfiants, violences domestiques, etc. La Police cantonale vaudoise est sur tous les fronts partout sur le territoire vaudois. En collaboration avec ses partenaires, elle fait un travail remarquable pour lutter contre la criminalité. C'est indispensable car la qualité de vie des Vaudoises et Vaudois passe aussi par la sécurité.

Pouvez-vous nous dire en quoi la centralisation des services en charge de la sécurité amène une plus-value pour la sûreté du canton?

La centralisation des services renforce la cohérence dans la mission de l'Etat qui est, entre autres, celle d'assurer la sécurité publique de ses citoyennes et citoyens. Les polices, le Ministère public et le service pénitentiaire forment une grande chaîne pénale. Il est indispensable que ces services

se coordonnent et travaillent ensemble pour l'intérêt général. Très concrètement, j'ai mis en place des rencontres régulières avec les responsables de ces services. Une telle coordination est importante, elle doit permettre de trouver des solutions communes aux problèmes que nous devons affronter et gérer quotidiennement. Prenons celui de la sous-dotation de l'infrastructure pénitentiaire. Ce problème n'est pas nouveau et existe dans tous les cantons de Suisse. C'est une réelle difficulté quotidienne, même si avec l'ouverture de 80 nouvelles places d'exécution de peines à la Colonie de la plaine de l'Orbe à mi-2014, nous aurons ouvert 200 nouvelles places d'incarcération dans le canton en 2 ans, du jamais vu à l'échelle vaudoise et de la Suisse romande. Malheureusement, nous voyons déjà que cela ne suffira pas. La Cheffe du service pénitentiaire assume ses responsabilités avec le soutien du Commandant de la Police cantonale vaudoise et le Ministère public. Les contacts sont fréquents afin de trouver des solutions à ce problème concret. Je souhaite que mes services fassent preuve de solidarité et tirent à la même corde. C'est ce que je constate déjà avec une grande satisfaction depuis mon arrivée à la tête du Département. Etre tous réunis permet d'assurer une cohérence de doctrine et d'engage-

« La centralisation des services renforce la cohérence dans la mission de l'Etat qui est, entre autres, celle d'assurer la sécurité publique de ses citoyennes et citoyens. Les polices, le Ministère public et le service pénitentiaire forment une grande chaîne pénale. »



ment ce qui est indispensable pour l'efficacité de l'action sécuritaire dans le canton.

Quelles sont aujourd'hui les priorités de votre département?

Pour les priorités opérationnelles, je tiens à voir une importante présence policière dans le terrain. La visibilité policière me paraît indispensable à une époque où l'activité criminelle reste soutenue même si elle est maîtrisée grâce au travail réalisé par les forces de l'ordre. J'habite dans un village où les cambriolages sont assez fréquents et je comprends la nécessité de cette présence policière pour tous les habitants. Pour ces missions de proximité, nous devons bien sûr travailler main dans la main avec les polices communales. Pour les priorités institutionnelles, je tiens à poursuivre le travail de mise en œuvre de la police coordonnée. De plus, je me suis engagée à empoigner les questions de l'harmonisation des statuts des policiers et de la péréquation financière avec les communes et je m'y tiendrai. Une autre de mes priorités est de veiller à ce que la formation des policiers demeure excellente, et ce dans tous les domaines: intervention, proximité, prévention. En ce sens, je souhaite que l'école de police poursuive son développement, en corrélation avec l'évolution la criminalité. Le métier de policier requiert d'innombrables qualités pour une même personne: l'écoute et la capacité d'adaptation, la bonne attitude au bon moment, l'aptitude à intervenir de manière proportionnée dans toutes les situations, aussi imprévisibles soient-elles. Ces qualités se retrouvent chez tous les acteurs de la chaîne pénale, qu'ils soient procureurs, agents de détention ou poli-



ciers. Voilà pourquoi je suis en admiration devant les gens qui mettent leurs compétences et leurs qualités humaines au service de la population.

Lorsque l'on aborde le sujet de la sécurité, la répression domine largement l'agenda. Qu'en est-il de l'importance de la prévention?

Il me paraît tout à fait évident et indispensable que la police joue un rôle préventif, auprès des jeunes notamment. La prévention est l'un des outils majeurs destinés à faire passer des messages essentiels en collaboration notamment avec les écoles, les parents et d'autres institutions importantes de l'Etat. Jacqueline de Quattro avait mis en place le programme de conciliations extra-judiciaires et je souhaite poursuivre dans cette voie. Les visites effectuées par les brigades de prévention routière et de la criminalité dans les écoles du canton doivent se poursuivre, voire se renforcer, et ce à tous les niveaux de la formation. Nous devons tous nous sentir concernés par la prévention car la sécurité commence par là.

Quels sont les défis à relever dans le domaine sécuritaire?

Pour assurer la meilleure sécurité possible

dans notre canton, nous devons renforcer les collaborations intercantionales et internationales car nous savons tous que la criminalité ne connaît aucune frontière. La collaboration entre les partenaires de la sécurité a une nouvelle fois fait ses preuves lors de la Conférence sur la Syrie à Montreux. Tous les acteurs concernés - armée, polices, protection civile, entre autres - ont fait la démonstration de l'efficacité de leur collaboration. Nous devons poursuivre cet engagement commun pour lutter contre toutes les formes de criminalité. ■

OC/EB

Béatrice Métraux en un clin d'oeil

- Née le 11 août 1955 à Arcachon
- mariée
- mère de trois garçons

A travaillé pour:

- les tribunaux vaudois
- l'administration fédérale à l'Office des réfugiés et à l'institut suisse de droit comparé à Dorigny.
- un bureau d'avocats au Sénégal puis pour divers mandats de la Coopération suisse au développement au Rwanda et au Mali.
- la Fédération des sociétés de fonctionnaires vaudois en tant que Secrétaire générale puis de Présidente.

Parcours politique:

- Municipale à Bottens en charge des écoles, de la police des constructions, des domaines et de l'environnement, de l'informatique.
- Syndique de Bottens
- Députée au Grand Conseil et Cheffe de groupe
- Vice-présidente des Verts vaudois
- Conseillère d'Etat depuis le 18 décembre 2011



A la veille de la Conférence, dans les salons du Fairmont Montreux Palace, le président du Conseil d'Etat vaudois, Pierre-Yves Maillard a souhaité la bienvenue au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'un bref cocktail. Le chef du Gouvernement était entouré de ses pairs conseillers d'Etat Béatrice Métraux, Anne-Catherine Lyon et Pascal Broulis. Dans sa réplique M. Ban Ki-moon a dit sa gratitude à la Suisse pour l'accueil de ce sommet.





L'espace aérien sous contrôle de l'armée

En 2010, lors du Sommet de la Francophonie, plus de 4000 militaires avaient été engagés. Le soutien subsidiaire de l'Armée suisse, principalement de ses Forces aériennes, a été restreint à 420 hommes pour cette Conférence de Genève 2 sur la Syrie. Il est vrai qu'au même moment les militaires étaient engagés à la protection aérienne du WEF à Davos.

Une centaine d'officiers et de soldats du bataillon 1 LW Radar opéraient depuis un campement installé sur les hauts de la Riviera vaudoise. Derrière les écrans connectés à leur radar mobile Taflir ils assuraient en permanence le contrôle de l'espace aérien. Une sphère de 11,2 km de rayon et de 3000 m. d'altitude au dessus de Montreux était interdite de survol durant la semaine du 20 au 24 janvier. A Rennaz, les Forces aériennes gardaient l'héliport où arrivaient, et d'où se sont envolées, plusieurs délégations. B.Ds



Appel à la raison du président de la Confédération

Au premier jour de la Conférence le président de la Confédération, Didier Burkhalter, a encouragé les délégués à «trouver une issue au conflit, sur la base du Communiqué de Genève 2 de juin 2012». Il a appelé au dégagement « d'une volonté politique claire pour sortir d'une logique de haine et trouver une solution négociée au conflit». Après avoir redit que la Suisse «condamne fermement toutes les violations du droit international», il a salué les diplomates venus dans notre pays «pour parler et dépasser les antagonismes.» B.Ds

étrangères (DFAE), a communiqué à la police vaudoise le changement de programme. «Le délai était très court, et les points d'interrogations restés jusqu'aux ultimes heures quant à la tenue ou non de la Conférence et la venue, ou l'absence, de certaines importantes délégations ont généré une certaine tension», confie le major de la police cantonale vaudoise, Patrick Suhner, responsable de la planification de l'opération.

Utile précédent

Le précédent du Sommet de la Francophonie a fait en sorte que les chargés de sécurité, (policiers, militaires, membres de la protection civile, employés des sociétés de sécurité privée) se sont trouvés en terrain connu sur le site montreu-sien. Autre facilité, le fait que la Confédération a rapidement accordé le soutien de l'armée (500 hommes) pour assurer la protection aérienne et le contrôle de l'héliport de Rennaz, ceci alors qu'elle

était aussi engagée à Davos dans le cadre du World Economic Forum (WEF). Enfin, la Confédération et les cantons de Vaud et de Genève se sont vite entendus à propos de la prise en charge des coûts de la sécurité, revenant au DFAE. Les commandants des polices cantonales de Suisse se sont aussi promptement déterminés quant à la répartition de leurs forces. Les Alémaniques allant à Davos, les Romands seraient engagés sur les rives lémaniques.

Atout aussi, le fait que policiers vaudois et genevois ont en commun un groupe de démineurs, le NEDEX (Neutralisation, enlèvement, détection engins explosifs). Ces hommes ont œuvré ensemble au contrôle de dizaines de chambres dans les hôtels montreu-siens, au Petit Palais (siège de la Conférence) et sur des véhicules. Les policiers du bout du lac ont en outre une pratique assidue du renseignement dans les milieux internationaux et sont performants en matière de

protection rapprochée des personnalités et d'escorte de convois motorisés. Ces compétences, ajoutées à celles des agents vaudois ont contribué au bon déroulement des opérations. Pas moins de 47 délégations étrangères (677 diplomates), ont été pilotées, rapidement et sans anicroches, entre l'aéroport de Cointrin et Montreux ou de cette dernière à l'héliport de Rennaz.

Zones sécurisées

En ville, et en évitant de trop perturber les habitants, deux zones ont été fermées et contrôlées durant trois jours, du mardi au jeudi. L'une comprenait le Centre de congrès (2m2c), voué aux médias, mais aussi champ d'opérations pour les forces de sécurité. Le centre névralgique et la coordination de l'ensemble des opérations sécuritaires et de renseignement s'y trouvaient réunis dans un poste d'engagement. Plus hermétique, déclarée zone rouge et contrôlée également



Le poids des médias

Avec un millier de journalistes l'impact médiatique de la Conférence de paix a été considérable. Des journalistes de tous les continents étaient présents. Cet afflux fit succéder les bousculades pour obtenir quelques confidences de délégués ou de ministre. Sans parler de la fébrilité à l'heure des questions dans la salle de presse comble du Miles Davis Hall suite aux interventions de Lakhdar Brahimi, Ban Ki-moon ou John Kerry et les défilés de reporters photo et cameramen au Petit Palais. Sur les quais une bonne dizaine de cars TV avaient dressé leurs antennes paraboliques. Profitant des charmes du site montreuisien certains n'ont pas hésité à improviser des studios de TV sur les enrochements des quais. B.Ds



A boire et à manger

La salle polyvalente du Pierrier, à Clarens, a été le point de rendez-vous de tous les chargés de sécurité à l'heure des repas. Petits-déjeuners, dîners ou repas du soir, plus de 1500 couverts ont été servis chaque jour dans la vaste salle à manger de 435 places. 6800 repas ont été préparés. Les mets étaient servis par 25 engagés de la Protection civile des groupes du Gros-de-Vaud et d'Yverdon. Une trentaine de leurs collègues chauffeurs des groupes de Lavaux assuraient, notamment, les transports entre la zone de sécurité et le Pierrier. D'autres ont mené à bien les opérations de «barrières» des zones de sécurité ainsi que la gestion du trafic aux carrefours de la ville. B.Ds

par les agents de sécurité de l'ONU, la seconde zone comprenait le Palais et le Petit Palais. Sans être interdit à la navigation, le secteur lacustre a été surveillé par les hommes de la Brigade du lac à bord du Nérée, appuyés par deux vedettes du Corps des Garde frontières (Cgfr).

Menaces

Le degré de menaces a été déterminé par le service de sécurité de l'ONU et le Service de renseignements de la Confédération. L'objectif principal a été la protection des diplomates établi en fonction de leur responsabilité, soit ici à l'échelon ministériel. Les personnalités les plus en vue, le secrétaire d'Etat US, John Kerry, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, son homologue français Laurent Fabius, Ban

Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, le médiateur dans le conflit syrien, Lakhdar Brahimi, ont fait l'objet des attentions les plus soutenues des spécialistes de la sécurité. «Notre pays étant plus sûr que d'autres en matière d'attentats, la menace terroriste a été évaluée comme «faible mais pas inexistante», compte tenu du fait que l'événement réunissait les protagonistes d'un pays en guerre», précise le major Suhner.

Manifestations

Les services de renseignements ont bien identifié le risque de confrontation avec des manifestants venus profiter de l'impact médiatique de l'événement. Un groupe de partisans du président Bachar el-Assad et un groupe d'opposants au régime syrien se sont, en effet, retrouvés aux abords du centre de congrès et à la

place du Marché le mercredi 22 janvier. Ils étaient environ 300. «Autorisées ou tolérées, ces manifestations ont été bien prises en compte par les gendarmes formés au maintien de l'ordre», note Patrick Suhner (encadré p.13).

Plus de 1800 personnes sur le pont

Au lendemain de l'exercice il revenait à la Police cantonale vaudoise de remercier pour leur engagement les 800 policiers en uniformes et en civil, vaudois, genevois, romands et agents des communes. A qui étaient joints 500 collaborateurs de la protection civile, 420 militaires, près de 200 employés de sociétés privées de sécurité, des chargés de sécurité incendie et des membres du Cgfr. Soit au total plus de 1800 personnes. ■

B.Ds



Des temps forts qui aguerrissent

Interview Patrick Suhner

Au terme de ce quatrième événement majeur en tout juste 10 ans (G8, Eurofoot, Francophonie, Syrie) les policiers vaudois risquent-ils la routine ?

P.S.: La routine certainement pas. Plus sérieusement, le retour d'expérience montre que cela a bien marché. A l'échelon des officiers les processus sont éprouvés et rendus plus performants au fil de ces engagements. Nous savons ainsi que nous sommes à même, en quelques semaines, de mettre sur pied un lourd dispositif sécuritaire. Le plus à l'avenir consistera à faire passer ce savoir-faire aux jeunes agents et aux futurs cadres pour agir dans la continuité. C'est donc plutôt dans les détails que se logent quelques problèmes. En la circonstance nous aurions, par

exemple, dû mettre l'accent sur notre collaboration avec les services de l'ONU.

Au vu du résultat mitigé de la Conférence de paix certains disent: «beaucoup de bruit pour rien». Qu'en pensez-vous?

P.S.: Comme l'ont dit le Président de la Confédération, Didier Burkhalter, ainsi que le Commandant Jacques Antenen, la Suisse offre ses bons offices. Nous sommes à disposition de pays belligérants. Cet événement montre qu'il ne s'agit pas là de vaines formules et renforce cette image de la Suisse. Ainsi se développe pour les diplomates le concept de la Suisse internationale et non plus de la seule Genève internationale. Même si cette Conférence n'aura

servi qu'à ouvrir un corridor humanitaire en Syrie, elle n'aura pas été inutile. Pour le reste, il ne nous revient pas de juger de ses résultats.

Alors prêt pour un nouvel exercice hors du commun?

P.S.: Il ne va, en effet, pas tarder. C'est à la fin d'août prochain, le meeting aérien AIR 14, à Payerne qui marquera les 100 ans des forces aériennes de Suisse. Ici encore nous aurons à nous engager de manière importante tout en assurant la sécurité au quotidien sur le reste du territoire vaudois. Et là aussi nous comptons avec un engagement intercantonal avec Fribourg à l'instar de celui qui s'est bien déroulé avec les collègues genevois pour cette Conférence de Montreux. ■ **Propos recueillis par B.Ds.**



NOVOTEL LAUSANNE BUSSIGNY

- 330 m² de salles de conférence modulables
- 141 chambres climatisées
- Restaurant et terrasse de 180 places
- Parking gratuit • Connexion Internet gratuite
- Fitness et étang de baignade naturel

Condémène 35 - 1030 Bussigny
021 703 59 59 - novotel.com

WiFi
gratuit

High
Tech

Lumière
du jour





Prévention

Pratiquer les activités d'hiver en montagne en toute sécurité

La saison hivernale qui bat son plein amène de nombreux randonneurs et sportifs en montagne. Cet afflux entraîne toujours plus d'accidents, avec des issues parfois dramatiques, en raison notamment de comportements inadaptés lorsque les risques d'avalanche sont élevés. Les gendarmes des postes des Alpes et du Jura vaudois ont effectué les dimanche 16 et samedi 22 février derniers deux journées de prévention pour sensibiliser le public aux dangers de la montagne.

Les dimanche 16 et samedi 22 février derniers, les gendarmes et les partenaires des secours en montagne ont sensibilisé le public aux dangers liés aux activités hivernales. Ils ont occupé différents points de la région (Leysin - Les Mosses / Pillon - Isenau / Villars - Barbolesaz / Château-d'Oex) que les randonneurs et skieurs apprécient particulièrement. Les policiers sont allés à la rencontre du public, afin de leur prodiguer des conseils de prévention. «Durant ces deux journées, nous avons pu discuter avec près de 350 personnes - freerider, skieurs, randonneurs à skis ou en raquettes - et avons également dispensé des instructions ou initiations sur le détecteur de victimes d'avalanche (DVA). Des échanges constructifs et des renseignements ont pu être partagés. Même si notre présence peut surprendre au premier abord, une fois le contact établi, les retours sont très positifs» se réjouit le caporal Claude Corboud, gendarme spécialiste de la montagne en poste à Leysin. A cette occasion, deux brochures d'informations ont été remises, la première concernant les randonnées en montagne et la seconde étant dédiée plus spécifiquement aux dangers liés à la pratique du ski hors-piste et aux bons comportements à adopter lors de la pratique du ski et du snowboard.



Cette journée s'inscrit dans le cadre des missions spécifiques des gendarmes spécialistes de la montagne, qui ont tous bénéficié d'une formation de pointe. Elle leur permet d'intervenir en terrain difficile, en collaboration avec les stations de secours régionales. Ce concept de formation alpine a été élaboré en 2010, paraphé dans une Convention de collaboration entre la Police cantonale et le Secours alpin Suisse (SAS). Différents niveaux de formation sont proposés aux gendarmes : «sauveteur 1», obligatoire pour chaque policier amené à intervenir avec les colonnes de secours, dans le cadre de l'activité judiciaire et «sauveteur 2», gendarme formateur, avec de bonnes connaissances d'alpinisme et d'escalade, membre d'une colonne de secours. Les gendarmes peuvent également compléter leur formation par des stages en Suisse ou à l'étranger, notamment auprès de la Gendarmerie française. Dans le cadre de leur activité quotidienne, les gendarmes spécialistes de la montagne bénéficient de formations continues. Pour rappel, la Gendarmerie vaudoise est présente dans cinq postes de montagne : Les Diablerets, Leysin, Château-d'Oex, Le Sentier et Sainte-Croix. ■ OC



Eclairage

La Police cantonale vaudoise obtient ses ailes

Lundi 17 février 2014, vers 11h30, un hélicoptère appartenant à la société HELI LAUSANNE, doté d'un écusson de la Gendarmerie vaudoise, atterrit à proximité du Centre de la Blécherette. La raison de sa présence ? La signature d'une convention de collaboration des deux sociétés pour la mise à disposition et l'utilisation d'un hélicoptère, avec pilote, lors de missions relevant de la compétence des services de police. Par cette collaboration, la Gendarmerie prévoit de diminuer les délais d'attente en cas d'intervention nécessitant des moyens aériens, ceux-ci étant parfois extrêmement brefs lors de missions particulières. Ces besoins, qui varient de cas en cas, comprennent aussi bien des missions d'observation ou de soutien, que des missions de transport et d'engagements urgents à la suite de cas grave. Le Major Alain Gorka, remplaçant du Commandant de la Gendarmerie, l'un des signataires de la Convention, explique l'intérêt d'une telle collaboration pour ses services: «Ce partenariat, vient compléter les prestations fournies aux polices cantonales par les forces aériennes suisses.

Il permet à la Police cantonale vaudoise d'engager des moyens aériens dans les 30 minutes pour des missions de recherche et de transport de troupes notamment. Il permet à la Police cantonale d'accéder ainsi à la troisième dimension devenue incontournable dans certains engagements.» Lors de chacune de ses interventions, l'hélicoptère de la société HELI LAUSANNE, conduit par un pilote dûment formé et agréé à ce type d'engagement, sera clairement identifié comme étant engagé dans une opération de police et sera, pour ce faire, doté de supports amovibles comprenant l'inscription «police». «L'intérêt de cette collaboration pour HELI LAUSANNE? La possibilité de diversifier ses interventions, d'élargir sa palette de prestations et l'occasion de participer au développement de la société en général.», nous a confié, sur place, Daniel Grandguillaume, pilote professionnel et administrateur de la société. Ce système, le premier institutionnalisé et formalisé de Suisse romande, garantit une permanence 24 heures sur 24 et ce, 365 jours par année. ■ Coline Sonney



Présentation

La Chancellerie de la Gendarmerie Entre histoire et défis contemporains

La perception que l'on peut avoir d'une Chancellerie renvoie à la conservation historique et à la préservation de l'image d'une autorité. Celle de la Gendarmerie, sous la responsabilité de l'adjudant Christian Agassis, est bien ancrée dans les missions que l'on attend d'un Corps qui a su s'adapter aux défis modernes.

Bien entendu, il incombe toujours à cette entité d'organiser, chaque année, la cérémonie d'assermentation des aspirantes et aspirants et nouveaux collaborateurs qui se déroule sur la Place du Château à Lausanne. Et encore de mettre sur pied, en étroite relation avec la Division des ressources humaines, les cérémonies de promotions des collaboratrices et collaborateurs de la Police cantonale. Sans oublier de poursuivre le travail historique de mise à jour des registres manuscrits tenus depuis la fondation du Corps en 1803.

«Ce sont là des tâches essentielles de mémoire», relève le chef de la Chancellerie, avant tout pour permettre la circulation du renseignement, mais qui ne représentent pas, loin s'en faut, nos missions actuelles. Celles-ci ont été redéfinies par le colonel Olivier Botteron, lorsqu'il a pris la tête du Corps, le 1er novembre 2010.»

Plus performant

Soucieux d'apporter une réponse de qualité aux attentes croissantes de la

population en matière de sécurité et de proximité, confronté à une délinquance multiple, mobile et aux modes opératoires variés, le Commandant de la Gendarmerie a réorganisé le Corps afin de le rendre plus performant.

En conséquence il fallait redéfinir l'État-major et partant, le rôle de la Chancellerie en optimisant son fonctionnement. Cette entité constitue désormais un appui au commandement, notamment dans le cadre des réflexions menées en matière de conduite et d'aide à l'engagement. Ces dernières s'inscrivent dans un contexte de changement parfois mal perçu ou déroutant, mais en tous les cas devant être explicite et accompagné.

D'autre part, l'adjudant Christian Agassis et son collaborateur, le sergent-major Clive Genevaz, sont en charge de veiller au respect des règlements et directives émises au sein de la Police cantonale et des Corps.



Le chef de la Chancellerie relève également l'importance de représenter l'Etat-major au sein de différents groupes de travail: projets informatique, domaines opérationnels et administratifs. Ceux-ci visent à optimiser l'activité des collaboratrices et collaborateurs du Corps. L'objectif de ces représentations étant, «notamment de simplifier le travail administratif des gendarmes afin qu'ils occupent au maximum le terrain», précise l'adjudant Christian Agassis.

Par ailleurs croissent en fonction de la médiatisation de l'activité des policiers, les sollicitations ou encore les récriminations

écrites de la part du public ou de collectivités. «Les réponses du Commandant de la Gendarmerie à ces courriers supposent une approche juridiquement fondée», constate l'adjudant Agassis. A ce propos, il se félicite de la collaboration instaurée avec le Service juridique de l'Etat-major de la Police cantonale. Au-delà de la bonne collaboration ainsi instaurée entre Chancellerie et juristes les réponses circonstanciées et documentées à ces courriers garantissent une vue d'ensemble entre les Corps de la Police cantonale.

Enfin dans le domaine opérationnel, le Commandant de la Gendarmerie doit

pouvoir s'appuyer sur le chef de la Chancellerie, notamment lors d'événements d'envergure, telle que la Conférence de paix sur la Syrie qui s'est déroulée fin janvier dernier à Montreux. En outre, le fait d'assurer ponctuellement une permanence de commandement comme sous-officier supérieur au niveau d'un arrondissement garantit à l'adjudant Agassis d'exercer des activités de conduite comme tout cadre du Corps. «Cela me permet», conclut ce dernier, «de garder une vue sur l'activité intrinsèque de notre profession, à savoir la protection des biens et des personnes, ce qui est réjouissant.» ■

B.Ds

Dès
CHF 23'400.-

L' OPEL MOKKA
L'APPEL DE LA MONTAGNE.
Sortez du lot. Avec traction 4x4 intelligente.

www.opel.ch

GAILLOUD AUTOMOBILES SA - Av. des Ormonts 20 - 1860 Aigle - 024 468 13 13
GAILLOUD AUTOMOBILES SA - Av. de France 11 - 1870 Monthey - 024 471 76 70
Garage Du VIADUC SA - Rte du Grammont - 1844 Villeneuve - 021 960 35 44
Garage De La FOGE Sàrl - Av. de Chillon 73 - 1820 Territet - 021 961 32 73

Exemple de prix: Opel Mokka 1.6 avec Start/Stop, 1598 cm³, 85 kW (115 ch), 5 portes, 5 vitesses manuelle, prix de base options gratuites incl. CHF 25'600.-, avantage client incl. prime de reprise CHF 2'700.-, nouveau prix de vente CHF 22'900.-. Modèle présenté: Opel Mokka Enjoy 1.6 avec Start/Stop, 1598 cm³, 85 kW (115 ch), 5 portes, 5 vitesses manuelle, prix de base Swiss Pack incl. CHF 29'700.-, avantage client incl. prime de reprise CHF 3'800.-, nouveau prix de vente CHF 25'900.-, prix indicatif conseillé. Émissions de CO₂ 153 g/km, consommation mixte 6,5 l/100 km, catégorie de rendement énergétique D. Ø émissions de CO₂ pour tous les véhicules neufs vendus en Suisse = 153 g/km.



Sur le vif

Les différents partenaires ont exercé leur collaboration - TRANO 13

Le 30 novembre 2013, peu après 22h, c'est le drame à Vallorbe! Un TGV, avec à son bord des centaines de voyageurs, déraille dans le tunnel du Mont d'Or. Les Autorités françaises et suisses ont tiré un bilan positif du déroulement de l'exercice qui a permis d'évaluer la coordination franco-suisse à des échelons stratégiques, opérationnels et tactiques.

L'objectif principal d'un exercice de l'ampleur que celui qu'ont vécu les partenaires de la sécurité du canton de Vaud reste l'entraînement commun des membres de l'État-major, qu'ils soient issus d'un corps constitué, spécialistes d'un service technique, du monde politique ou officiers de l'État-major cantonal de conduite (EMCC). S'entraîner ensemble, apprendre à se connaître, parfois même s'approprier est primordial dans le but d'éviter une disqualification immédiate le jour où les autorités seront confrontées à une situation similaire, mais réelle.

Dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 2013, l'EMCC, lequel est en charge des événements et des catastrophes, a organisé, en collaboration étroite avec la Préfecture du Doubs, un exercice simulant un accident de train, avec passagers, dans le Tunnel du Mont d'Or. Cet exercice, qui s'est déroulé sur les territoires suisse et français, avait entre autres objectifs de tester le plan bilatéral de 2003, co-signé par les autorités des deux pays, qui détermine les modalités opérationnelles, administratives et financières des services de secours suisses et français, en cas d'accident majeur dans le tunnel ou à ses abords immédiats. Près de 800 intervenants et figurants ont été mobilisés pour l'occasion.

Scénario catastrophe «fictif» mais ô combien réaliste, qui a permis à l'État-major Cantonal de Conduite (EMCC) de tester son dispositif de gestion de crise deux jours durant. Vivez ou revivez l'exercice en images... ■ OC



Portrait

« Dès lors que vous aurez goûté au vol, vous marcherez à jamais sur terre les yeux levés vers le ciel » Léonard De Vinci

Il y a des disciplines qui font rêver. La voltige aérienne en fait partie. Ricardo Lopes Dos Reis, gendarme au centre de Gendarmerie mobile de Rennaz, en a fait sa passion et la vit aujourd'hui à 100%. Portrait d'un gendarme qui a la tête dans les nuages.

Réalisé par Coline Sonney

C'est un exploit qu'a réalisé le gendarme Ricardo Lopes Dos Reis lors de sa première année de compétition professionnelle dans le milieu de la voltige aérienne. Un mois seulement après l'obtention de son extension voltige fin 2012, il rafle la première place de sa catégorie aux championnats de l'Acro Cup. Pilote confirmé, il a depuis, remporté les championnats suisses et s'apprête, cet été, à se mesurer aux champions de la catégorie supérieure. Rien ne laissait pourtant présager que ce Valaisan de 34 ans se passionne-

La voltige aérienne en quelques mots...

La voltige est un sport de loisir ou de compétition, consistant à effectuer des figures aériennes de base ou avancées, à bord d'un avion spécialisé. En compétition, les pilotes sont contraints d'évoluer dans un espace limité, soit un cube de 1 km sur 1 km sur 1 km appelé le «box». Jugés sur plusieurs paramètres qui évaluent la qualité et précision des figures, ou encore le respect de la limitation spatiale, les voltigeurs utilisent des appareils extrêmement manoeuvrables conçus pour des vols sous facteurs de charge élevés. La voltige aérienne de compétition comporte actuellement quatre catégories, soit les Sportsmen, les Intermediate, les Advanced et les Unlimited. ■

rait pour ce sport encore relativement méconnu. En effet, il le dit lui-même, « Je n'ai jamais su d'où me vient ce goût pour l'aviation. Personne de ma famille ou de m'entourage ne vient pourtant de ce milieu-là ».

Né au Portugal, Ricardo arrive en Suisse à l'âge de sept ans, où il fait toutes ses écoles avant d'obtenir son CFC de mécanicien automobile. Il intègre l'Académie

de Police en 2007 et par la suite, le poste de Gendarmerie de Leysin, où il restera trois ans, avant de rejoindre le centre de gendarmerie mobile de Rennaz. «Pour moi c'était le milieu de l'aviation ou celui de la police. J'ai toujours été passionné par le métier de gendarme et le contact avec les autres.» Plus qu'une profession, ce travail s'est révélé être une réelle vocation, tout comme la pratique de la voltige aérienne. « Je me revois à 6-7 ans quand

je partais à l'école un petit avion à la main. J'étais plus intéressé par ce jouet que par les cours qu'on nous dispensait. Depuis, cette passion ne m'a jamais quitté.» Contraint de la reléguer au second plan pendant plusieurs années, les formations étant très coûteuses, Ricardo Dos Reis la concrétise en 2010, en faisant sa licence de pilote. Lorsqu'il s'agit de voler, le gendarme ne fait pas dans la demi mesure. « Faire ce brevet dure généralement entre une année et une année et demi. Je l'ai fait en six mois environ ». Il explore par la suite plusieurs facettes de l'aviation, avant de se retrouver la «tête à l'envers» lors de son premier vol de voltige, où il se rend compte instantanément que «c'était fait pour lui». Alors qu'il existe deux sortes de voltige aérienne, soit celle dite «de plaisir» et celle de compétition, Ricardo choisit rapidement celle qui le fait vibrer: «Après avoir fait 2-3 tonnes le dimanche après-midi, je me suis rapidement rendu compte que j'avais envie d'aller beaucoup plus loin». Les figures ne suffisent plus. Il ressent l'envie et le besoin de rejoindre le milieu de la compétition et de se mesurer aux meilleurs pilotes du pays. Ses résultats le conforteront par la suite dans son choix.

Encore relativement peu connue, la voltige aérienne regroupe pourtant plusieurs centres d'entraînement en Suisse et de nombreux adeptes, notamment à Bex, où Ricardo s'entraîne et loue son avion. Ces sportifs de haut niveau doivent posséder une excellente condition physique et un suivi cardio-vasculaire régulier. En effet, la voltige ne se restreint pas à effectuer

des loopings dans les airs. Elle nécessite beaucoup d'entraînement et de précision. Les voltigeurs, à l'instar des pilotes de chasse, subissent des forces extrêmement élevées, pouvant s'élever à +10 ou -10 G, ce qui implique que le pilote peut peser plus de dix fois son poids initial. Au fil des manœuvres, le sang circule constamment de haut en bas lors des G positifs. Le cerveau n'est plus irrigué et le pilote, qui risque le «voile noir» risque l'évanouissement. A l'inverse, lorsqu'il subit les G négatifs, très éprouvants, le sang remonte dans le cerveau, ce qui peut provoquer le «voile rouge», susceptible de causer également l'évanouissement du pilote mais aussi des séquelles au cerveau, dans les cas les plus graves. Malgré ces menaces, le gendarme Lopes Dos Reis reste l'esprit tranquille: « Je ne me suis pas encore fait de grosse frayeur pour l'instant. Les appréhensions sont là quand on essaie de nouvelles figures mais tout est préparé et calculé au millimètre près avant de monter dans l'avion. C'est aussi pour ça qu'il n'y a presque jamais d'accidents dans cette discipline.» Le sens de l'orientation et la rigueur sont essentiels pour un bon voltigeur, tout comme une bonne représentation de l'espace aérien: «Un pilote, la tête à l'envers, qui confond le ciel et le lac, ça peut arriver. Il faut donc bien se préparer, dixit celui qui admet que plus de 70% du travail est fait lors de la préparation au sol. Les pilotes, qui peuvent voler à plus de 400km/ heure à basse altitude, se doivent de faire preuve d'une précision exemplaire. A de telles vi-

tes, le moindre petit mouvement peut conduire à l'accident. C'est principalement pour cela que Ricardo Lopes Dos Reis ne prend les commandes de son avion, un Extra 200 qui est l'équivalent au sol d'une Formule 1, que s'il «sent bien» le vol, sa forme physique et les conditions météorologiques de la journée.

Pilote émérite et gendarme dévoué, il tire finalement un parallèle entre son métier et la voltige: « Il est indispensable de faire preuve d'une grande maîtrise de soi dans les deux domaines et d'avoir une bonne capacité à gérer le stress, autant celui qu'on éprouve au moment de décoller, que celui déclenché par des situations délicates au travail. Ce qui est génial c'est l'adrénaline que je peux ressentir grâce à mes deux passions.» Calme mais toujours en quête d'émotions fortes, Ricardo Lopes Dos Reis s'épanouit pleinement grâce à ses activités. Fort de ses trois cent heures de vols, il est actuellement en train d'effectuer la licence professionnelle, afin de pouvoir transmettre cette passion à son tour, en devenant pilote instructeur. L'homme fait également de nombreux vols passagers, dans l'unique but de donner du plaisir à ceux qui veulent s'initier à cette pratique impressionnante qu'est la voltige aérienne: « Je vole en avion biplace, donc si des gens sont intéressés à découvrir ce sport, c'est avec plaisir ». Quand on lui demande finalement ce qu'on peut lui souhaiter pour cette année 2014, Ricardo Lopes Dos Reis, modeste mais ambitieux répond: «Que ça continue!» ■



Son palmarès 2013 catégorie «Sportsmen»

- Acro Cup : 1ère place
- Coupe Hamilton : 2ème place
- Championnats suisses: 1ère place





Prévention de la criminalité

La Police se met à table

Cafés et restaurants du canton, ainsi que leur clientèle, figurent parmi les cibles privilégiées des cambrioleurs. Pour parer à ces délits l'association Gastrovaud et la division prévention de la police cantonale ont entamé une collaboration sous forme de cours, d'un sondage et de diffusion de messages de prévention.

La filouterie d'auberges reste un délit commun. Le monte-en-l'air qui est retrouvé somnolant dans la cave d'un restaurant après s'être servi dans le cellier relève de l'anecdote. En revanche le vol par effraction afin de s'approprier la recette, comptable, de la journée ou le brigandage d'un employé chargé de déposer le contenu de la caisse à un bancomat font partie des délits toujours plus violents que mettent en exergue les statistiques. Sans parler de la clientèle des restaurants trop confiante et souvent victime de vols à l'astuce ou de cambriolages dans les automobiles stationnées sur les parkings des établissements publics. Avec 333 cambriolages de restaurants en 2013 et 5 cas de brigandages (12 en 2012), c'est quasiment un délit par jour qui est commis dans les cafés-restaurants.

Voilà qui explique que Gastrovaud et la division prévention de la criminalité de

la Police cantonale vaudoise, ainsi que les Polices communales, aient tenté avec succès de se rapprocher. Ce partenariat prendra plusieurs formes. La première s'inscrit parmi les cours de formation obligatoire des futurs cafetiers-restaurateurs. Ainsi que le relève Gilles Meystre, directeur-adjoint de Gastrovaud, la révision de la loi sur les auberges et débits de boissons (LADB) aboutira au prolongement de 17 à 24 journées du cursus de formation obligatoire des restaurateurs en vue de l'obtention de leur licence (ex-patente) professionnelle. Ces sept journées supplémentaires seront principalement vouées à la gestion des établissements et à la promotion des produits du terroir. Il reste à disposition une demi-journée de cours où seront abordées les problématiques des nuisances (terrasses, voisinage urbain, etc.). C'est ici que prendra place l'intervention de l'inspecteur principal adjoint de la division prévention de la criminalité,

Ne laissez pas vos valeurs sans surveillance !
Don't leave your personal belongings unattended !



votrepolice.ch





Christian Bourquenoud, ou de l'un de ses collègues, gérant de sécurité. Ainsi seront touchés tous les futurs exploitants, soit environ 800 par année.

Très intéressés

Il reste à faire passer les messages de prévention auprès des gérants, ou propriétaires, d'établissements publics déjà formés. A leur intention le module de formation des gérants de sécurité de la Police cantonale a commencé à être dispensé lors des assemblées générales des sections régionales de Gastrovaud. Lors de chacune de ces présentations les restaurateurs sont apparus très attentifs aux propos de l'inspecteur principal adjoint, ses exemples concrets, ses conseils avisés ou ses projections de vidéos montrant des cambrioleurs en action. «Il y a une attente de la part de nos membres, les propos et les exemples sont concrets, l'inspecteur fait circuler des armes factices dont on voit bien qu'elles se confondent avec des vraies ; vraiment je ne peux qu'encourager nos membres à s'associer à cette action», relève Gilles Meystre. A Nyon, lors de l'assemblée générale de la section locale de Gastrovaud à fin janvier, les questions des restaurateurs ont fusé vers le policier.

Sondage

Afin d'évaluer plus précisément les attentes et comment y répondre au mieux, Gastrovaud et la division prévention de la Police cantonale ont co-signé un courrier accompagné d'un formulaire de sondage. Les deux sont accessibles sur le site Internet de l'association. Ainsi les 1600 tenanciers du canton sont invités, par le truchement d'une douzaine de questions, à dire leur sentiment de sécurité, celui de leurs employés, leur type d'établissement, le cas échéant le genre d'infractions qui a



Gastrovaud par le menu

A l'enseigne de Gastrovaud, l'Association vaudoise des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, regroupe plus de 1600 établissements. Ce qui représente près de 10'000 emplois de la branche du tourisme.

Fondée en 1892, elle est toujours la plus importante association patronale de l'hôtellerie-restauration du canton.

Son secrétariat cantonal est présidé par Frédéric Haenni, Edgar Schies-

ser en est le directeur alors que Gilles Meystre est directeur-adjoint.

En partenariat avec l'Etat de Vaud, et via la loi sur les auberges et débits de boissons (LADB), l'association met sur pied plusieurs modules de formation professionnelle. Elle délivre ainsi les licences (ex-patente) obligatoires pour qui souhaite reprendre ou ouvrir un établissement public. ■

pu y être commis (vols, vandalisme, brigandage, etc.), le degré de satisfaction à propos des interventions de la police dans ces affaires si elles ont été dénoncées. Enfin les patrons sont invités à dire s'ils sont intéressés à suivre le cours de prévention de la division prévention. Celui-ci sera dispensé gratuitement. Les réponses, attendues nombreuses, permettront d'adapter le cours et sa planification horaire à la demande des restaurateurs et de leurs employés.

C'est aussi généreusement que les gérants de sécurité sont à disposition des restaurateurs pour procéder à une analyse sécuritaire de leurs méthodes et locaux.

En retour, la division prévention souhaite pouvoir placer ses messages dans les cafés-restaurants qui accueillent un nombreux public. «A ce propos, nos membres et moi-même sommes un peu réservés ; je crains que ces affichettes n'engendrent chez la clientèle un réflexe d'inquiétude plutôt qu'un sentiment de sécurité», commente Gilles Meystre. Son association est, en revanche, totalement acquise à la diffusion, sur son site Internet ou par courrier aux exploitants, des messages Info-délits de la division prévention. Ce sont-là des informations qui font le point sur l'actualité de la petite et moyenne délinquance dans les différentes régions du canton et mettent en garde contre les méthodes des malfaîtres.

Sur le plan pécuniaire, cette collaboration se comprend comme une opération blanche, ou gagnant-gagnant. Sauf en ce qui concerne le module inclus à la formation obligatoire. Ce cours donné par l'inspecteur de la police cantonale sera compris dans la finance d'inscription des candidats à la licence. ■ B.Ds

Génial: le plus propre SUV 4x4
Outlander PHEV Plug-in-Hybrid

44 g CO₂ par km **A**

Maintenant dès 49'999.-

- » Rouler jusqu'à 52 km purement à l'électricité. Zero CO₂ (autonomie totale 824 km)
- » Super-All-Wheel-Control 4x4
- » Recharger partout, super équipement
- » Moteur essence + 2 moteurs électriques, puissance du système 203 ch

Brender SA
Garage

Rte Aloys-Fauquez 128, 1018 Lausanne
Tél. +41 21 644 20 10 | Fax +41 21 312 22 64

*BEST OFFER Prix nets, TVA et Cash-Bonus 2'000.- inclus. Autonomie et consommation normalisées selon cycle de conduite NEDC: autonomie en mode hybride 824 km. Consommation avec batterie pleine (vide) 1.9 (5.9) l/100 km, 44 g/km CO₂. Cat. A. CO₂ moyenne de toutes les voitures neuves vendues: 148 g/km

www.mitsubishi-motors.ch

OFFICIAL CAR PARTNER

Génial à tout point de vue.

Lecture

Occident Hier, Aujourd'hui, Demain

Passionné par l'histoire et les relations internationales, Pierre Aepli s'attache, dans cet ouvrage, à analyser les facteurs à la base de la suprématie incontestable de l'Occident à partir du XVIII^{ème}, et qu'il conserve toujours en grande partie aujourd'hui. Il cherche à éclairer son lecteur sur les raisons de l'essor et de la prédominance de l'Occident sur des civilisations comme celles de la Chine et de l'Empire ottoman, qui, au début du XVI^{ème} siècle, étaient plus avancées

dans de nombreux domaines. Au-delà des avantages géographiques, Pierre Aepli retient six éléments qui expliquent cette hégémonie: l'idée de progrès, l'appréhension du monde par la raison, la capacité d'autocritique et de remise en question, l'Etat-nation, l'art militaire et le dynamisme du système économique qui va enclencher la révolution industrielle et creuser de façon décisive au 19^e siècle l'écart avec les autres parties du monde.

La seconde partie de l'ouvrage analyse ces mêmes facteurs à l'aune des bouleversements qui sont en train de remodeler l'ordre international. L'Occident vit une crise identitaire. Les instruments de sa puissance sont contestés et s'affaiblissent. Il s'effondre démographiquement ; ses instruments militaires et diplomatiques ne sont plus adaptés aux nouvelles menaces et aux nouveaux types de conflits ; son système économique est ébranlé par les crises et concurrencé par l'Asie ; l'au-

Commandant de la Police cantonale vaudoise, puis écrivain d'ouvrages stratégiques et historiques... Expliquez votre parcours...

Je suis « à la retraite » depuis 2002, après avoir passé 20 très belles années à la tête de la Police cantonale vaudoise, mais en vérité, je n'ai jamais vraiment arrêté de travailler depuis. Tout s'est enchaîné, un peu par le jeu des circonstances. Je n'avais pas fait de grands plans pour ma retraite ; je n'avais qu'une activité prévue, une charge de cours à l'Ecole des sciences criminelles de l'Université de Lausanne. Mais au retour d'un tour du monde qui devait marquer le passage à ma nouvelle vie, on m'a demandé de présider le Comité suisse de planification du G8 2003. Cette fonction m'a ouvert plusieurs portes par les relations nouées à cette occasion, et ma carrière internationale a commencé. Cette dimension m'intéressait d'autant plus que je ne voulais pas rester inactif. J'ai fonctionné comme expert pour le Conseil de l'Europe : il s'agissait d'introduire le Code européen d'éthique de la police dans les Balkans et dans les ex-républiques du sud de l'URSS. J'ai parallèlement collaboré étroitement pendant 10 ans avec le Centre de contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF) dans le domaine des réformes du secteur de la sécurité. C'est dans ce cadre que j'ai



écrit un livre avec un ancien collaborateur, Olivier Ribaux, aujourd'hui professeur à l'ESC : « Decision Making in Policing », et coordonné l'édition du « Toolkit on Police Integrity », traduit en plusieurs langues et qui traite des problèmes de corruption dans les services de police et des moyens d'y faire face. Au début de 2012, j'avais finalement décidé de vraiment prendre ma retraite, mais on m'a demandé de participer à un projet de l'Union européenne qui s'occupe de la réforme de la police en Libye. J'ai naturellement accepté ; la première phase est terminée, mais la situation actuelle dans ce pays retarde le début de la deuxième

Pourquoi ce sujet de l'évolution de l'Occident ?

J'ai fait des études de sciences politiques, j'étais officier et je m'occupais de sécurité ; les relations internationales, la stratégie, la géopolitique et l'histoire m'ont donc toujours passionné. J'ai essayé de comprendre les facteurs qui ont permis à l'Occident d'établir sa suprématie, puis j'ai voulu les analyser à la lumière de la situation actuelle et, enfin, tenter d'établir quelques hypothèses quant au futur de ce que l'on appelle l'Occident : quelle pourrait être sa place dans le nouvel ordre mondial qui se dessine, l'Europe est-elle en déclin, quels défis doivent

être maîtrisés par les puissances montantes ; le sujet est vaste, les réponses encore floues. Au départ, mon intention était de préparer une conférence sur ce thème ; finalement, j'en ai fait un livre. Je ne prétends pas fournir de nouvelles théories sur ce sujet ; si mon livre a une valeur, c'est par la synthèse qu'il présente et par son approche très structurée qui vise à identifier et à expliquer ce qui distingue l'Occident d'autres civilisations, en particulier celles de la Chine et de l'Islam. Mon ouvrage n'est ni une justification ni l'expression d'une supériorité dévolue à notre civilisation, c'est un essai de compréhension

La troisième section de l'ouvrage dresse trois scénarios (optimiste, négatif et réaliste) qui esquissent le futur de l'Occident, en fonction des lignes de force et des grandes tendances actuelles, et s'appuient sur les enseignements que procure l'histoire de la fin des empires et des civilisations. Dans sa conclusion, Pierre Aepli prend la défense des valeurs qui ont fait l'Occident : la laïcité, l'égalité entre les genres, la liberté d'expression et de croyance et les choix individuels. Ces valeurs ne doivent cependant pas rester selon lui « l'apanage d'un Occident blanc et chrétien géographiquement défini » ; il pense que la notion « d'Occident » ne doit plus se rattacher à une situation géographique ou ethnique, mais qu'elle doit englober tous les pays qui reconnaissent les valeurs qui doivent être considérées comme universelles. ■

Quelles ont été vos sources ?

En premier lieu, de très nombreuses lectures sur le sujet concerné ; en deuxième lieu, j'ai tiré beaucoup de profit des échanges avec des amis intéressés comme moi à ce thème. Mes activités à l'étranger, les rencontres et les conversations conduites à ces occasions avec des personnes d'autres cultures, d'autres religions, d'autres sensibilités m'ont aussi permis de mieux comprendre le regard porté sur l'Occident, la fascination qu'il peut susciter, mais aussi, et vraisemblablement plus fort encore, le rejet qu'il provoque parfois ■

Coline Sonney



Agenda

18 au 21 avril

La route n'est pas un circuit: actions de prévention pour les motards

Col des Mosses, Col du Molendruz, Route Blanche à Nyon, Route de St-Cergue à La Givrine, Route de Mauborget à Sainte-Croix, Route de l'Etivaz à Château d'Oex, route de l'Etivaz.

Présence de la brigade de prévention routière de la Police cantonale aux événements suivants:

- Junior Days au Palais de Beaulieu, à Lausanne les 5 et 6 avril.
- Acid'Days à Echallens les 3 et 4 mai.
- La Fugue Chablaisienne le 15 juin.

Début mai

Parution du Polcant info, distribution tout ménage dans les arrondissements de l'est du canton et de Lausanne.

28 juin

Journée Portes Ouvertes de la Police cantonale vaudoise et du Service des routes au Centre de la Blécherette, Le Mont-sur-Lausanne.



PRODIS
Security 24/24

ON PROTÈGE TOUJOURS
CE QU'ON AIME



Sponsor du prix de la combativité



Parce qu'on ne peut jamais prévoir un dégât, un accident ou une intrusion, nous sommes attentifs 24h/24 et 7j/7 au service de la protection de vos biens et de votre famille.

Installation de systèmes d'alarme et de protection

Prodis SA développe ses solutions et services de sécurité 24/24 sur tout le territoire suisse pour les particuliers et les professionnels.

Ces systèmes efficaces vous offrent la garantie de votre tranquillité:

- Avec la technologie et procédure de levée de doute audio et visio
- Les détecteurs de fumée monoxyde de carbone, et d'inondation
- L'appel SOS à l'aide du bouton d'alerte d'urgence en cas de maladie, accident ou menaces,
- La téléassistance aux personnes dépendantes
- La vidéoprotection
- La centrale de télésurveillance 24h/24 avec une double connexion ligne fixe et GSM

Contactez nous au 0848 333 848

info@prodis.ch

www.prodis.ch

11, Route de la Vallée - 1180 Rolle

PRODISE: UN SEUL INTERLOCUTEUR AU SERVICE DE VOTRE SÉCURITÉ

Une vitre brisée symbole de « système d'alarmes »

Depuis plus de 20 ans, Securitas Direct contribue à démocratiser les systèmes d'alarmes domiciliaires sans jamais remettre en cause ses valeurs.

Le marché du système d'alarmes a explosé ces dernières années. Avec sont lot de nouveaux acteurs et de nouvelles « approches » commerciales... Au milieu, Securitas Direct fait figure d'exception avec une ligne de conduite et une philosophie intacte depuis 20 ans.

1. Dissuader

Premièrement. Délimiter la zone privée de la zone publique au moyen d'un mur. D'un grillage, etc. La pose de l'autocollant « sous alarme » de Securitas Direct communique par ailleurs la présence d'un système d'alarmes et dissuade les cambrioleurs.

2. Empêcher

L'occasion fait le larron ! Prenez des précautions indispensables : Ne laissez aucune valeur dans votre maison, déposez vos valeurs et bijoux dans un coffre bancaire, assurez-vous que tous les accès soient fermés lors de chaque absence. Vous réduirez ainsi le risque de cambriolage.

3. Retarder

La résistance à l'effraction des murs, portes et surfaces vitrées doivent être connues. Avec des produits de qualité en sécurité mécanique vous pouvez retarder l'intrusion. Les cambrioleurs n'insistent guère plus que quelques minutes, le bruit qu'ils provoquent pourraient alarmer les voisins.

4. Détecter

Si le cambrioleur parvient à entrer, le système d'alarmes détectera aussitôt sa présence et déclenchera une alarme. L'opérateur de la centrale de traitement d'alarmes prendra les dispositions nécessaires : contre-appel, envoi immédiat sur place de la police et/ou du service d'intervention.

La période de l'angélisme semble définitivement terminée pour la Suisse Romande et chacun a pris conscience qu'il devait prendre des mesures pour assurer la sécurité de son domicile. Mais que conseille Securitas Direct à ses clients ? Que peut-on faire concrètement ? Quelles mesures de sécurité ont du sens aujourd'hui pour son domicile ?

Ne tombez pas dans les excès !

Comme souvent, ne pas tomber dans les excès ! Mais bien analyser la situation afin de faire les bons choix. La sécurité est une affaire d'équilibre. Equilibre entre quatre grands groupes de mesures ; Les mesures architectoniques (ou architecturales), les mesures mécaniques, les mesures techniques et les mesures personnelles.

Pourquoi équilibre ? Car il paraît bien inutile d'investir sur une porte d'entrée blindée, si votre maison dispose de deux portes arrières et d'une porte fenêtre dans la cuisine (toutes les trois en simple bois !). Inutile d'équiper toutes ses fenêtres de barreaux d'acier si vous avez pour habitude de laisser la porte ouverte !

Une bonne analyse du niveau de sécurité du domicile peut contribuer à prendre les bonnes mesures et faire les bons choix.

- Penser de manière globale
- Mesurer les risques
- Equilibrer les mesures
- Rester réaliste

Mesurez les risques à tête reposée !

S'il est important d'équilibrer les mesures que l'on prend, il l'est tout autant de les mettre en relation avec les risques « réels ».

Pas facile lorsque un cambriolage vient de nous toucher ou de toucher un voisin, un ami et que des démarcheurs sonnent à votre porte... Penser à sa sécurité sous le coup de l'émotion est rarement de bon conseil. On achète ce que l'on nous propose, on opte pour une solution car un ami la choisie, mais est-elle adaptée pour son domicile ? Comme un capitaine de bateau qui s'assure de disposer d'assez de bouées avant que le temps ne se gâte, prenez le temps d'y penser avant d'être confronté à un sinistre. Demandez des conseils, faites analyser votre maison, demandez des offres, réfléchissez à vos besoins.

Soyez réaliste !

Non, le temps où l'on laissait sa maison ouverte en allant faire les courses, ne reviendra pas. Oui, la sécurité est devenue une affaire individuelle. Non, ce n'est pas une idée agréable ! Mais c'est la réalité, nous devons tous prendre un peu sur nous et ne plus nous reposer uniquement sur la sécurité publique et l'espoir de jours meilleurs...

Mais le réalisme passe aussi par l'analyse des besoins de sécurité, que nous venons d'évoquer. Mettez toujours en balance le rapport risque/coût/efficacité. Il serait pas exemple peu réaliste de remplacer tous les vitrages de sa maison par des vitrages blindés. A moins que votre maison n'abrite une banque...



www.securitas-direct.ch - 0800 80 85 90

7 étapes pour 1 processus d'alarme

1

Effraction



Toute tentative d'effraction ou mouvement dans les locaux est immédiatement détecté.

2

Alarme



Chaque alarme est signalée localement par la sirène et transmise au centre de traitement d'alarmes.

3

Traitement



Nos opérateurs traitent les signaux en parfaite connaissance des dispositifs et des procédures.

4

Audio



Le contre-appel passé sur place permet d'écarter toute probabilité de fausse manipulation.

5

Vidéo



Par le biais du détecteur de mouvement vidéo, nos opérateurs vérifient la réalité de l'alarme.

6

Police



L'intervention de la Police est sollicitée dès que la levée de doute est réalisée, ou en cas d'agression.

7

Intervention



A chaque alarme, un agent d'intervention est engagé pour un contrôle et prendre les mesures nécessaires.